

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

SUPPLEMENT SUISSE

N° 28
1^{er} MAI 1984

A BAS LE PARLEMENTARISME ! VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

Cela fait dix ans que s'est ouvert pour le capitalisme mondial une période de crise d'où il ne peut toujours pas émerger, quoiqu'en disent les économistes bourgeois lorsqu'ils analysent la "reprise américaine". Loin de s'atténuer, les contradictions du système capitaliste ne font que s'exacerber toujours plus et l'étalement de la crise ne doit pas cacher aux yeux des prolétaires sa profondeur, ni tous les antagonismes militaires qu'elle entraîne et nourrit.

Que le capital porte l'étiquette suisse, américaine, russe ou chinoise, il n'a qu'une seule issue pour tenter de survivre dans la guerre économique sans pitié que se livrent les concurrents nationaux : exploiter toujours plus la classe ouvrière, maintenir son oppression féroce pour défendre ses chasses gardées.

Mais en augmentant sa pression sur le prolétariat, il crée du même coup les conditions matérielles et sociales pour sa propre destruction. Ces conditions objectives sont certainement encore bien loin d'être réunies en Suisse, mais déjà dans la périphérie des grands centres impérialistes éclatent les contradictions sociales les plus profondes.

L'impérialisme intervient militairement tout azimut en Amérique latine, comme en Afrique, au Moyen-Orient ou en Afghanistan et massacre, ou fait massacrer par ses hommes de paille, les prolétaires et masses laborieuses. Mais il intervient aussi en maintenant sous sa coupe financière les trois-quarts de l'humanité, engendrant par ses exigences draconiennes une plus grande exploitation et une plus grande misère sociale. La bourgeoisie suisse par ses marchands de canons, de Pilatus et sa puissance financière, participe à cent pour cent à cette oppression impérialiste.

Alors que l'impérialisme, directement ou par l'intermédiaire d'Israël et des Etats arabes, ne parvient pas à bout d'un Moyen-Orient explosif, les prolétaires tunisiens et marocains ont courageusement riposté au diktat du tout-puissant FMI. Mais la répression de la bourgeoisie sur les révoltes prolétariennes ne résoud pas les problèmes du capitalisme, elle ne fait que renforcer les tensions sociales et rendre plus instables les équilibres sociaux.

En Pologne, les luttes ouvrières, canalisées aujourd'hui dans une stérile "guerre des crucifix", ont perdu la puissance qu'elles avaient en 1980, mais là aussi le capitalisme, s'il a pu mater provisoirement la classe ouvrière avec l'aide de l'Eglise, n'a pas pu surmonter ses contradictions. Pas plus en Pologne d'ailleurs que dans toute l'Europe de l'Est.

Dans ce numéro

- Chef d'accusation : " lutte de classe contre la guerre "
- Les sans-papiers
- SIPA
- Le racket syndical
- Le fric des pompiers syndicaux
- Syndicats et salaires
- Robotique et rebours du marxisme
- Initiative 40 h.
- St-Domingue
- Pologne
- France
- Libérez et acquittez M.S. !

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE
Editions Programme

12, rue du Pont 1003 LAUSANNE

Mais l'impérialisme ne se suffit pas d'accroître son oppression, parallèlement il prépare les conditions qui lui permettront de passer de la guerre économique-diplomatique à la guerre armée. Les conférences sur le désarmement et sur la paix ne sont que des paravents pour cacher cette préparation à une troisième guerre impérialiste mondiale.

Donc, plus que jamais, la bourgeoisie a besoin de tous les moyens pour maintenir la classe ouvrière dans le respect de l'ordre et de la légalité. Dans cette tâche contrerévolutionnaire, le totalitarisme et la démocratie font ménage commun.

En Europe, ni Thatcher, ni Mitterand n'ont pu adouber le prolétariat et les manifestations des sidérurgistes lorrains font écho aux grèves des mineurs et transport anglais. Ces luttes ouvrières sont une preuve cinglante que la soi-disant "alternative socialiste" du 10 mai 1981 ne consistait qu'à se soumettre aux intérêts bien définis du capitalisme national. Depuis plusieurs années que la gauche est au gouvernement dans plusieurs pays d'Europe, la preuve matérielle a été faite mille fois qu'elle est un agent du capitalisme et non un allié de la classe ouvrière.

En Suisse, la bourgeoisie est devenue de plus en plus agressive; après l'horlogerie, elle s'attaque à la métallurgie et au secteur des machines-outils en licenciant par milliers et en baissant les salaires. Elle s'attaque aux acquis sociaux pour équilibrer le budget de l'Etat et renforce son arsenal juridique et policier pour réprimer tout mouvement. Ce n'est pas un hasard que tout en introduisant dans l'horlogerie le travail de nuit pour les femmes, la bourgeoisie à Zurich condamne à 6 mois ferme un militant pour "incitation à la violence" dans une simple affiche.

Elle aggrave les conditions de vie ouvrière, mais s'en oublie de se donner les moyens de mieux réprimer les résistances à ces aggravations.

C'est dans ce contexte international et national que se dessinent en Suisse les contours encore flous d'une "opposition de gauche" du PSS qu'encendent les "gauchistes" soixantehuitards défrôqués du PSO. Cette "opposition" qui essaie de retrouver un peu de pudeur politique ne présente pas d'autre alternative que celle de la CONSERVATION DU CAPITALISME. Les prolétaires ne doivent pas y voir des amis politiques, mais des fossoyeurs de la lutte de classe.

Le capitalisme ne se combat pas avec des mots, ni avec des programmes électoraux, ni avec des gouvernements de "gauche". Il se combat en développant les luttes propres de la classe ouvrière, en les unifiant dans un même FRONT DE CLASSE. C'est en suivant un tel che-

(suite en page 3)

La mort du capitalisme sera l'œuvre du prolétariat

Les grands chirurgiens au chevet du capital ne savent plus où donner de la tête, leurs théories s'effondrent sous le poids des contradictions toujours plus fortes du mode de production qu'ils aspirent à faire revivre. Après avoir mis en cause le virus des taux d'intérêts trop hauts, les voilà obligés de reconnaître que la "situation de l'économie mondiale" a continué de se détériorer, malgré la "tendance à la baisse des taux d'intérêts" (1). Mais ce qui les inquiète le plus dans la situation présente, c'est l'endettement endémique de tous les

Etats en voie de développement ou faiblement développés, endémie contaminant même les plus grands centres impérialistes. (2)

Pris dans un tourbillon de contradictions insurmontables, le capitalisme est amené à prendre à tout instant, toute une série de mesures qui paraissent lui apporter un soulagement momentané, mais qui en réalité, amplifie et aggrave les causes mêmes de sa crise profonde et durable.

(suite en page 2)

Il n'y a pas un bon et un mauvais PSS, il n'y a qu'un parti contrerévolutionnaire

Toute la polémique alimentée autour du rejet de la candidate Uchtenhagen au Conseil fédéral a semé une terrible confusion sur les enjeux réels de cet épisode minable de la vie politique. Pendant des mois nous avons eu les oreilles rabâchées d'une litanie ou apparaissaient en voiles blancs les bons socialistes de Lilian contre les noirs réactionnaires de l'aile Stich.

Tout cela a pu faire perdre à l'ouvrier le vrai sens de cette bataille interne du PSS, car l'enjeu de celle-ci était décrit unanimement par les publicistes bourgeois comme le combat entre la collaboration de classe et l'opposition à la bourgeoisie. En réalité, et c'est ce que nous voulons démontrer, l'alternative était tout autre, elle ne concernait pas le choix entre deux lignes divergentes, mais entre deux tactiques d'une seule et unique ligne de soumission du prolétariat à la domination capitaliste.

Il n'y avait donc pas un choix à faire entre l'une ou l'autre partie, mais une lutte politique à engager pour défendre la vérité.

(suite en page 3)

Le service civil est impuissant contre le militarisme bourgeois

Le mois de février dernier, le peuple suisse était une nouvelle fois appelé aux urnes. Pour la deuxième fois en moins de 8 ans le corps électoral devait se prononcer sur la question de la décriminalisation de l'objection de conscience et l'introduction d'un service civil de remplacement au service militaire. La première initiative, dite de Münchenstein, fut refusée en 77 par une nette majorité des votants. Le projet de loi fut formulé par le Conseil fédéral et le Parlement. Sa teneur limitative et restrictive, l'objection de conscience pour motif politique n'était pas reconnue, explique son peu d'audience auprès des pacifistes "ultras". C'est essentiellement pour ces raisons qu'une nouvelle initiative populaire fut lancée tout de suite après l'échec de la première. Soutenue au départ par les milieux pacifistes, elle sera vite appuyée par la gauche parlementaire, les milieux chrétiens et

la cohorte des gauchistes toujours prêts à être à la remorque de ces groupements. Cette initiative subira le même sort que la première, les trop sages Helvètes ont dit non le 26 février 1984.

Maintenant tout est fini. Le cirque des votations est terminé. Le Peuple a dit non et ceux qui ont dit oui peuvent dormir tranquilles, ils ont libéré leur conscience d'un lourd fardeau, oui, ils se sont donnés bonne conscience.

Le service civil n'est pas une arme, ni un objectif que peuvent défendre les prolétaires. Nous ne pleurerons pas le résultat du vote.

L'idéologie du service civil est de nature bourgeoise. C'est la fuite des individus face à leurs responsabilités qui est d'affronter l'armée directement en organisant les soldats dans les casernes. Mais pire encore, elle véhicule un

(suite en page 4)

La mort du capitalisme sera l'œuvre du prolétariat

(suite de la page 1)

En retardant l'explosion finale par les expédients les plus divers, il ne fait ainsi que la rendre toujours plus puissante.

Cette fuite en avant a commencé en 1973, lors de la crise pétrolière, où pour faire face au rétrécissement des marchés, l'impérialisme a inondé sa "clientèle" d'un flot de crédits pour lui permettre de payer ses importations. Mais la facture est lourde, les débiteurs ne sont plus solvables et les rééchelonnements des dettes se succèdent les uns aux autres. La dette extérieure du Tiers-Monde atteignait 810 milliards de dollars à fin 1983.

Ce n'est pas seulement les caisses des Etats débiteurs qui sont en cause dans les rapports de l'usure internationale dominée par les banques mondiales et le FMI, c'est surtout tout l'équilibre social et le statu-quo international qui est en jeu. Face à cet enjeu fantastique, l'impérialisme a changé de médication. Dans un premier temps de la thérapeutique, il s'agissait de vendre en prêtant de quoi acheter et de forcer ainsi les nations les plus démunies à s'ouvrir à l'importation de marchandises et de capitaux.

Aujourd'hui, les usuriers de l'impérialisme en sont réduits pour assainir les finances des Etats surendettés, à appliquer des recettes inverses, tout autant contradictoires et pleines de danger d'explosion sociale. C'est ainsi que le FMI est dans l'obligation pour sauver l'impérialisme d'un krach financier qui le plongerait dans le plus total chaos, de prendre des mesures qui à la fois remettent en cause les fragiles équilibres sociaux (Maroc, Tunisie) et resserrent le marché mondial.

La première mesure traditionnelle qu'impose le FMI, c'est évidemment l'abolition par les Etats les plus endettés de tous leurs frais non productifs, dont les subventions sur les denrées de première nécessité sont les plus importants aux yeux de l'impérialisme. La seconde, c'est d'équilibrer leur balance des paiements en diminuant les importations, mais une telle mesure est nécessairement contradictoire avec le besoin toujours plus grand de marchés de l'impérialisme.

A titre d'exemple pour relever l'impuissance de la bourgeoisie à maîtriser des phénomènes dont les règles sont hors de toute volonté humaine, notons l'intervention de Fürgler devant les ministres de l'AELE en novembre 1983. Fürgler échauffait le plan de sauvetage suivant : une plus étroite collaboration entre le GATT et le FMI est nécessaire afin de permettre aux pays endettés d'exporter plus vers les grands centres capitalistes et de rééquilibrer ainsi leur balance commerciale. Il faudrait donc que les pays les plus industrialisés baissent, voire suppriment leurs tarifs douaniers pour éliminer les obstacles à l'exportation des débiteurs internationaux! En matière de vœux pieux, les bourgeois sont les champions; s'ils ne servent pas à résoudre les crises, il ont au moins fonction de rassurer le petit peuple, de lui faire croire - et surtout de faire croire à la classe ouvrière - que les élus s'affairent à surmonter les difficultés, que des solutions existent, qu'il ne faut pas désespérer et céder à la tentation de la lutte.

Ce que ne disait pas Fürgler, c'est que les centres impérialistes, dont la Suisse, sont depuis toujours les premiers à recourir aux protections douanières pour protéger d'abord leurs intérêts. Fürgler s'affiche comme donneur de leçons, mais la réalité des chiffres lui jette un sérieux camouflet. En effet, entre 81 et 82 les importations suisses ont chuté de 5,73 milliards de francs, quant à l'augmentation notée entre 82 et 83, elle est due d'une part à l'achat d'avions de ligne et au renchérissement du pétrole (acheté au marché libre), mais en tout cas pas à de quelconque facilités d'importation de marchandises originaires des pays endettés.

Fürgler va même plus loin en proposant de renoncer à une partie de ces créances afin de réactiver l'échange des marchandises. Mais là aussi entre la "bonne volonté" bourgeoise et la réalité des impératifs matériels, il y a un pas qu'illustre la récente participation de la Suisse aux Accords Généraux d'emprunts (la "tirelire" du FMI) qui participent à l'extension de l'endettement mondial.

Devant les difficultés de pénétrer les marchés où le service de la dette absorbe tous les fonds disponibles, l'impérialisme fonde ses espoirs dans une réactivation du commerce entre puissances industrielles et bien évidemment s'inquiète particulièrement de l'état de santé de sa place forte, les Etats-Unis. Les chantres du capital n'arrêtent pas maintenant de claironner sur la reprise de l'économie américaine et vont jusqu'à dire qu'elle va enfin permettre à l'économie de sortir du tunnel. Comme ces idéologues se veulent scientifiques, ils exhibent certains chiffres à l'appui de leurs thèses, dont un indice de chômage en diminution.

Mais les données matérielles sur lesquelles ils s'appuient sont bien minces et la fonction de leurs analyses est en définitive d'abord idéologique, à l'usage d'une bourgeoisie qui libérale ou "socialiste" est à cours d'argument pour justifier sa politique. Le propre de la crise est de se développer en une série de cycles dont l'amplitude va en augmentant. Concernant le chômage, rappelons que de 8,3% en 1975, il avait baissé aux Etats-Unis à 5,7% en 1979, mais cette baisse du chômage n'était en réalité que le prélude à une forte recrudescence des sans-emploi, le taux de chômage atteignant la barre de 10% en 1983.

D'ailleurs, à l'encontre des publicistes bourgeois à bon marché, une institution un peu plus sérieuse comme l'OCDE ne cachait pas dans ses analyses que la situation aux Etats-Unis n'évoluera pas vers un nouveau cycle d'accumulation : " Pour ce qui concerne la période se situant au-delà de l'année 1984, les perspectives de persistance de déficits budgétaires importants et de taux d'intérêts réels élevés... peuvent faire obstacle à une expansion durable et équilibrée " " Le déficit de la balance extérieure courante pourrait passer de 45 milliards de dollars en 1983 à quelque 80 milliards de dollars en 1984, (soit 2% du produit industriel brut) " " Le déficit commercial s'établirait aux alentours de 100 milliards de dollars en 1984, soit 2,8% du PIB contre près de 65 milliards de dollars en 1983 ".

VIENT DE PARAITRE EN TURC

**RUSYA'DA
DEVİRİM
VE KARŞI DEVİRİM**



Enternasyonal Komünist Partisi

Quant au déficit budgétaires américain dont parle l'OCDE, il devrait passer de 180 milliards de dollars en 1983 à 190 milliards de dollars en 1984 remettant ainsi en question toutes les hypothèses d'économie politique mises en place par ceux qui tablent sur une baisse constante et une stabilisation des taux d'intérêts.

Le GATT lui aussi ne manque pas de clarté lorsqu'il déclare que dans la période 1980, 1981, 1982, l'économie mondiale a enregistré " les plus mauvais résultats qu'elle ait connus " au cours d'une période comparable " en 35 ans ".

En corrolaire de l'exacerbation de la crise, il y a évidemment un gonflement gigantesque de l'armée des sans-réserve. Le chômage dans les seuls pays de l'OCDE (les 24 pays les plus développés) est ainsi passé de 19 millions en 1979 à 33 millions de chômeurs en 1983.

Pour faire face à cette crise, le capital écrase la classe ouvrière, en exerçant une pression constante sur les salaires et les conditions de vie (diminution ou restriction des prestations sociales, etc...) et en augmentant la productivité du travail. Un exemple parmi d'autres pour illustrer cette attaque est fourni par la "locomotive" américaine où la productivité du travail est passée de + 0,9% en 1982 à + 2,8% en 1983, alors que dans le même temps les salaires nominaux ouvriers augmentaient seulement de 2,6% tandis que le coût de

la vie grimpeait à 6,4% soit une baisse réelle du salaire de 3,8%. (3)

Cette formidable pression est inexorablement nécessaire du point de vue capitaliste, mais elle fait germer un potentiel de révoltes sociales qu'il lui sera toujours plus difficile de contrôler. Les émeutes au Maroc et en Tunisie ont montré à l'impérialisme les limites sociales de sa politique économique. La résistance des prolétaires et masses laborieuses marocaines et tunisiennes est une lutte héroïque contre les conséquences de l'impérialisme, qui dans son sauve-qui-peut exploite toujours plus, opprime, affame et terrorise.

Contenues pour l'instant dans leurs limites nationales à la périphérie des centres impérialistes, ces réactions répercutent à terme leurs effets au cœur même de l'impérialisme et leur conjonction avec la lutte ouvrière des métropoles est le spectre qui hante la bourgeoisie. Contre cette perspective, assurant des bases révolutionnaires objectives, la bourgeoisie - et à sa tête les socialistes et nationaux-communistes - doit jouer à la fois du bâton, en renforçant son contrôle administratif, sa répression policière et patronale et à la fois de la supercherie en associant les organisations ouvrières syndicales à l'élaboration et à la gestion des mesures de rigueur et en vivifiant et exaltant les idéologies propres à ressouder la nation.

La seule voie est révolutionnaire

Tout cet ordre social et économique barbare ne peut durer. Le "socialisme" à la sauce Marchais/Mitterrand, Soares, Papandréou et autres traîtres de la classe ouvrière a fait ses preuves, et s'est définitivement démasqué comme le garant des intérêts du capitalisme national.

L'alternative du gouvernement de gauche toujours présentée par les gauchistes, aujourd'hui bien assagis et responsables, comme le moteur de la renaissance de la lutte de classe à une vaste échelle, montre en réalité qu'elle étouffe et isole les luttes avec une science que ne peut posséder la "droite". Nous nous sommes toujours battus contre cette alternative illusoire en expliquant qu'elle ne créerait pas un terrain plus favorable aux luttes mais qu'elle ne ferait que miner un peu plus les bases de la reprise de classe. Les faits nous ont donné mille fois raison : il n'existe aucun substitut à la lutte de classe non seulement pour offrir la meilleure résistance aux attaques capitalistes, mais aussi pour venir définitivement à bout du capitalisme. La perspective des grands combats ouvriers est, dans nos aires de vieux capitalismes terriblement en retard par rapport à la profondeur de la crise internationale, à la course aux armements les plus opérationnels, à l'extension des champs d'entraînement militaires "vivants" (Malouines, Grenade, Tchad, Palestine, Iran/Irak, Afghanistan, etc).

De ce retard, d'autant plus pesant qu'à la périphérie, les prolétaires et masses exploitées se battent avec une énergie redoublée, nous ne devons pas avoir honte, mais nous devons prendre conscience, et surtout faire prendre conscience aux éléments de l'avant-garde des luttes, que tout en étant modestes, les tâches des communistes n'en sont pas moins importantes, car leur accomplissement conditionne les fondements d'une reprise de la lutte de classe et notre capacité à exercer une direction révolutionnaire sur le prolétariat.

La seule voie vers le socialisme, vers l'abolition du salariat, vers la disparition des classes est celle de la révolution prolétarienne. C'est en gardant toujours présent cette perspective

finale que nous entendons mener notre combat quotidien, aussi modeste soit-il, pour la renaissance de la lutte classiste pour la défense et l'organisation ouvrière, sur les terrains économiques et politiques.

(1) Cahier de conjoncture 1/83

(2) L'endettement de la France représente 10% du PNB (15 milliards de dollars en 1982).

L'Italie s'est vue dernièrement copieusement sermonée par le FMI exigeant d'elle de mettre sur pied un "paquet de mesures financières".

(3) Source : Statistique des salaires couverts par les conventions collectives.

Comment l'Etat cache la réalité

La bourgeoisie suisse excelle dans la falsification des indicateurs sociaux. L'indice du coût de la vie est une vaste fumisterie destinée à masquer la réalité des augmentations des prix. La soi-disant surestimation de 2,5% n'a été que le prétexte "scientifique" pour justifier à la fin de l'année, lors des réajustements salariaux, une baisse équivalente du pouvoir d'achat.

L'indice du chômage est aussi une vaste fumisterie, qui résistait si peu à l'analyse que Bonny (directeur de l'OFIAMI) a dû finalement prendre en considération un éventail plus large de ceux que l'administration définit comme chômeurs.

Entre juin 82 et juin 83, le nombre des personnes employées a diminué de 40'000 soit 1,6% de la population active. Mais parallèlement le chômage n'a augmenté que de 14'000 personnes. Alors où sont donc passés les 26'000 restants. Qu'ils soient immigrés retournés au pays, femmes retournées au ménage ou "disparus des statistiques", ils ont été rejoindre l'armée de réserve du capital.

Il n'y a pas un bon et un mauvais PSS, il n'y a qu'un parti contrerévolutionnaire

Le sens de "l'affaire Uchtenhagen"

(suite de la page 1)

Le PS est entré au Conseil fédéral après que la bourgeoisie ait compris dans toutes ses composantes, y compris les plus arriérées, quelle pouvait retirer d'indéniables avantages sociaux et matériels de cette participation socialiste à l'exécutif suprême. En effet, en signant la paix du travail en 1937 et démontrant dans toutes les occasions de luttes sociales, qu'il entendait être un parti du respect de la légalité et des institutions bourgeoises, le PSS avait fait la preuve formelle de son haut sens des "responsabilités" et de sa servilité au maître capital.

Le fait que la première participation socialiste au gouvernement soit celle de Ernest Nobs en 1943 (président de la Confédération en 1949) en pleine guerre impérialiste, est probant de l'alignement total du réformisme sur les intérêts du capital national.

Le PSS avait depuis longue date déjà, franchit l'abîme qui sépare les révolutionnaires des bourgeois dans la question de l'attitude face à la guerre. Sa participation en temps de guerre à l'exécutif n'était que l'apothéose d'une soumission qui livrait pieds et poings liés la classe ouvrière à la plus brutale barbarie de l'histoire humaine.

Mais son alignement et son programme politique bourgeois étaient bien antérieurs à sa première participation au Conseil fédéral. Aujourd'hui, le sens réel de sa politique ne dépend pas non plus de sa participation ou non à l'exécutif.

Le retrait des socialistes du Conseil fédéral (où ils n'avaient qu'un siège et en briguaient deux) en 1953 est décidé au moment où se dessine nettement, après les années noires de l'après-guerre, une nouvelle phase de haute conjoncture, de gigantesque course au profit pour le capitalisme. Le PSS réclamera donc, lui qui offre la docilité ouvrière au capital, qu'on lui fasse une part belle dans le partage du pouvoir. C'est le refus radical au deuxième siège socialiste qui fera sortir le PSS. Les partis bourgeois traditionnels étant parfois assez lents à comprendre l'intérêt d'une solide participation socialiste, c'est en 1959 seulement qu'ils acceptèrent la nouvelle "formule magique" d'un exécutif composé de 2 radicaux, 2 socialistes, 2 démocrates-chrétiens et d'un démocrate du centre, formule toujours en application depuis lors.

Aujourd'hui la situation est bien différente : la crise capitaliste n'a pas épargné le coffre-fort helvétique, même si ses effets ont été largement atténués par différents facteurs, dont l'expulsion des travailleurs immigrés et la puissance de certains secteurs de monopole et du secteur bancaire. Le nombre de chômeurs après une brève accalmie ne cesse de remonter atteignant bientôt les 40'000 officiels, la pression sur les salaires est permanente, les économies sur les prestations sociales se font toujours plus clairement, etc. Tout cela crée, à défaut d'une réelle défense ouvrière, un sentiment général de mécontentement ponctué de quelques luttes partielles et détermine un terrain favorable à la méfiance ouvrière vis-à-vis des représentants politiques du PSS.

Le PSS, tel qu'il est ne correspond plus au rôle que lui confère la situation de crise : celui de canaliser le prolétariat dans une conception réformiste de la lutte sociale et politique. Contrairement à ses homologues européens, français, espagnols, grecs ou portugais, le PSS ne fait pas le saut d'une pratique d'opposition parlementaire à une pratique de gouvernement, mais le contraire, chose beaucoup plus aisée en ces temps difficiles où gouverner veut

dire pour le "socialiste", comme pour tout autre bourgeois, faire avaler aux ouvriers la pilule amère de l'austérité et de la rigueur. En quelque sorte, le rôle du PSS n'est pas tant d'être l'acteur des mesures d'austérité, mais plutôt de se placer en situation de pouvoir drainer dans le canal réformiste chaque lutte ouvrière et surtout lorsque émergera une lutte de classe plus large et systématique, d'être en mesure de servir d'étouffoir social.

C'est dans ce contexte qu'est intervenue "l'affaire Uchtenhagen" véridible mascarade politique.

Le rejet radical de Lilian Uchtenhagen, parlementaire auréolée d'une carrière de féministe bourgeoise, au profit de l'insignifiant mais laborieux et docile Stich a été attribué par les idéologues superficiels de gauche comme de droite au "machisme" des partis bourgeois de la droite parlementaire. Cette théorie est évidemment des plus fumeuses. Si Lilian avait les idées et l'étoffe d'une certaine Margaret, les radicaux auraient déployés des tapis d'or et d'argent à ses pieds pour la faire rentrer au Conseil fédéral par la grande porte.

Mais les radicaux sont habitués à partager le pouvoir avec des socialistes beaucoup plus pragmatiques et à leurs ordres que Uchtenhagen. Parmi les singes, les radicaux ont choisi ceux qui apprennent le mieux et le plus vite à faire la grimace. La différence entre Stich et Uchtenhagen est du point de vue politique minime. L'un attend les ordres de Delamuraz, Fürgler et Cie, l'autre fait semblant d'avoir des velléités d'indépendance, mais défend quant au fond le même idéal de gestion capitaliste.

Uchtenhagen, outre son personnage féministe s'est taillée, dans ses campagnes politiques, l'image d'une "tiers-mondiste" des cantons et des petits-patrons. Son programme de TVA (favorisant les petits artisans) et d'allègement de l'impôt sur les petites entreprises montrent bien de quel côté de la barrière de classe elle se trouve. Quant à ses volontés de faire disparaître la fraude fiscale, cela relève de préoccupations purement bourgeoises, qui sous couvert de morale socialisante, visent à consolider les fondations financières de l'Etat et d'en assurer ainsi la pérennité.

Programme bourgeois, teinté de populisme, voilà à quoi se résoud la soi-disante politique "combattante" de Uchtenhagen.

Il faut creuser le fossé

Et c'est pour cette politique que tout l'éventail des réformistes, du PSO à toute les variantes de gauche, s'est mobilisé.

Le PSO s'est distingué comme porte-voix de la gauche du PS et pour, encore et toujours, faire prendre aux prolétaires des vessies pour des lanternes. Il leur cache en fait les réels enjeux qui se cachent derrière cette dispute de parlementaires pourris et leur fait croire que le PS, par son aile gauche, peut tendre la main à la lutte de classe sans compromis. Pour cela il implore le PSS de sortir du Conseil fédéral. "Mais sortir", explique-t-il, "nécessite une politique alternative, qui mette en question la logique du capitalisme au lieu de l'admettre comme inévitable". Cette alternative anticapitaliste c'est tout simplement le frontisme politique. (1)

Lorsque Lénine polémiquait contre les économistes, contre les populistes, contre les terroristes, contre les socialistes révolutionnaires, contre les menchéviques, contre les agents directs ou centristes de la IIème Internationale ou de la IIIème

1/2 - et nous en omettons pour ne pas rallonger - ce n'était pas pour lancer des ponts entre eux et le bolchévisme, mais pour accuser encore plus l'abîme qui sépare la politique de la révolution communiste de celle de la conservation sociale. De cette formidable leçon, les trotskystes dégénérés n'ont retenu que les arguments des adversaires de Lénine!

"Action socialiste", organe de l'OCI, se donne aussi à cœur joie dans l'exortisme envers le PSS pour l'inciter à "rompre la coalition".

La pauvreté politique de cette organisation qui passe le plus clair de son temps à courtiser les crabes réformistes du PSS, ne mérite pas que l'on s'attarde à critiquer leur argumentation pour le moins débile.

C'est le communisme qu'il faut défendre

Bien sûr, ce qui se passe à l'intérieur du PSS ne nous laisse pas indifférent, car chaque crise de cette organisation est une occasion de plus non seulement d'en dénoncer la politique bourgeoise, mais encore d'appeler les militants les plus sincères, ceux qui agissent sur le terrain des luttes, à ouvrir les yeux sur les conséquences désastreuses du réformisme envers les conditions d'existence et d'organisation de la classe ouvrière.

A ces militants-là nous n'avons qu'une chose à dire : sortez de ce borbier où la défense de l'Etat se conjugue avec l'arrivisme et le bureaucratisme parlementaire.

Sortir n'est pas tout, il faut aussi se déterminer sur la ligne et le programme politique à défendre.

Il n'existe pas plusieurs politiques pour la classe ouvrière, il n'existe qu'une, celle du marxisme, que Lénine a si magistralement appliqué en Russie. La politique révolutionnaire, c'est de tendre à unir toutes les poussées de lutte dans un même sens, dans un même front en vue de la confrontation finale avec l'Etat bourgeois et toutes ses institutions qui maintiennent sur la classe ouvrière l'ordre, la domination idéologique et matérielle de la bourgeoisie. C'est donc une lutte dont l'objectif est de construire les bases de la société communiste sur les ruines des Etats capitalistes, et non pas en restaurant les structures de l'Etat bourgeois.

Ces deux perspectives sont antagoniques jusqu'à la mort: c'est Noske et Scheidemann qui ont assassiné Rosa

Luxembourg et Karl Liebknecht, c'est Mitterand qui après les bombes sur l'Algérie joue le gendarme au Liban en Afrique noire et dans les Dom-Tom. Faire le pont entre ces deux alternatives, c'est cultiver les illusions des prolétaires sur un chemin plus facile au socialisme parceque légal, c'est objectivement perdre toute indépendance de classe, c'est en somme saper toutes les tentatives d'unifier les luttes, même les plus partielles, pour tendre vers une seule lutte cohérente de toute la classe contre son ennemi.

L'appel aux militants socialistes est un appel à choisir une fois pour toute entre ces deux voies, en rejetant avec fermeté toutes les voies intermédiaires qui seraient sensées marier les avantages de l'une avec ceux de l'autre. Une telle troisième voie revient à concevoir la révolution comme un parlementarisme plus radical, mais finalement un parlementarisme.

Nous les appelons fermement à rejeter cette troisième voie que beaucoup défendent dans le PSS et en dehors (PSO, etc.), elle ne mène qu'à l'impasse!

(1) Dans un tract, le PSO indiquait en intertitre : " Les conseillers fédéraux du PS n'ont pas d'utilité pour les salariés". Nous, nous disons : " Tous les parlementaires du PS sont hostiles à la classe ouvrière".

LISEZ ET DIFFUSEZ NOTRE REVUE GRECQUE !

Κομμουνιστικό πρόγραμμα

10

<p>Να πάρουμε πρωταθουλίες διασύνδεσης κι επέμβασης</p> <p>Ποιά ΠΡΟΟΠΤΙΚΗ για τα ΚΙΝΗΜΑΤΑ στην Ελλάδα</p> <p style="text-align: center;">Στρατός</p>	<p>"ΚΟΙΝΩΝΙΚΟΠΟΙΗΣΕΙΣ" ΠΡΟΒΛΗΜΑΤΙΚΕΣ ΕΠΟΠΤΙΚΑ ΣΥΜΒΟΥΛΙΑ</p> <p>Ο αγώνας της -Ελληνικής Τεχνικής- ενάντια στις απολύσεις</p> <p>ΟΙ ΕΘΝΙΚΟΠΟΙΗΣΕΙΣ ΚΑΙ ΟΙ ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΕΣ</p>
<p>Κινήματα στην ΙΤΑΛΙΑ</p> <p>••• Οι ήττες επανέλασαν • Βογκέρα: -κατάργηση των λευκών κελλιών- • Έξυ το Ιταλικό στρατεύματα από το Αίθιοπ-</p>	<p>ΤΣΑΝΤ</p> <p>••• Οι ήττες επανέλασαν • Η κρίση στην Αλ-Γαζα • Έξυ το γαλλικό στρατεύματα</p>

A BAS LE PARLEMENTARISME ! VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

(suite de la page 1)

min que la classe ouvrière se portera au pouvoir, imposera sa dictature aux anciennes classes dominantes et jettera les bases du socialisme et du communisme intégral.

Cette perspective peut sembler lointaine aujourd'hui, mais pour qu'elle devienne réalité demain pour tout le prolétariat international, il est important que dès aujourd'hui les prolétaires, dans leurs luttes, gagnent leur indépendance de classe, c'est-à-dire, rompent avec tout ce qui les relie au capital, avec toutes les pratiques de collaboration de classe qu'elles soient celles d'un Otto Stich, d'une Uchtenhagen, d'un Vincent ou qu'elles se cachent derrière une phraséologie marxisante à la manière PSO.

En liant la lutte immédiate aux solutions réformistes illusoire, on rend la classe ouvrière vulnérable aux

attaques du capital et on favorise le renforcement de ceux qui demain se rangeront du côté de l'Etat et du capital pour se dresser contre le prolétariat révolutionnaire.

La classe ouvrière de Suisse doit réapprendre la lutte à son stade le plus élémentaire, mais même à ce niveau, elle doit s'organiser sur des bases claires et indépendantes.

- Totalitaires ou "socialistes", les gouvernements ne servent que les intérêts bourgeois.
- Le capitalisme n'est pas à réaménager, mais à abattre.
- La classe révolutionnaire est le prolétariat, sa direction politique le parti communiste mondial.
- Le socialisme ne sera pas national, mais international, sa construction nécessitera la dictature du prolétariat.

(suite de la page 1)

nationalisme qui n'ose pas porter son nom; elle se donne corps et âme à la construction d'une défense nationale d'un nouveau genre où la force active, c'est-à-dire l'armée, prend appui sur la force passive, les soldats civils. Le service civil défend ce contre quoi se bat le communisme: LA DEFENSE NATIONALE !

Le romantisme populiste des défenseurs du service civil s'intègre parfaitement bien dans la conscience patriotique.

Tant sur le plan de la lutte contre la guerre impérialiste que sur celui, immédiat, de la défense des conditions de vie des recrues et des soldats, le service civil ne fait que laisser le champ libre à la hiérarchie militaire. Pendant que les "civils" entretiennent les chemins de montagne (pour que demain les troupes puissent passer), la hiérarchie peut abrutir et réprimer les jeunes sous les drapeaux en toute quiétude. Non, les jeunes antimilitaristes ne doivent pas fuir, ils doivent lutter contre l'armée, dans l'armée, en organisant leurs camarades, en ripostant aux attaques de la hiérarchie, etc. C'est de cette façon que l'on peut envisager la lutte antimilitariste.

Face à la répression militaire, les communistes défendent tous les insoumis, quels que soient les motifs de leur insoumission, fût-elle religieuse, comme ils défendent tous les ouvriers contre les attaques du capital quels que soient leur opinion politique ou leur appartenance religieuse. Si nous sommes politiquement diamétralement opposés au service civil, nous appelons tous les jeunes prolétaires à défendre leurs camarades emprisonnés pour refus de servir. Le refus de servir, part souvent d'un juste sentiment, celui que l'armée ne défend pas les intérêts du prolétariat mais ceux du capital, des banques et de la bourgeoisie. Mais pour que le sentiment de haine vis-à-vis de l'armée puisse faire avancer la lutte antimilitariste, il faut l'encadrer dans une lutte organisée des soldats dans et hors des casernes sur les bases de l'antimilitarisme de classe.

Loin de répondre à la nécessité d'une lutte ferme contre le militarisme bourgeois et son corollaire

Le service civil est impuissant contre le militarisme bourgeois

inévitables la répression, l'initiative utilisée comme "arme" n'est qu'une fatale illusion. Elle dévie la lutte de son terrain réel et l'exorcise à travers les débats banalisants que les mass-médias diffusent allégrement. Elle ne règle pas la lutte contre la répression des objecteurs, des comités de soldats et des insoumis. Elle privilégie une forme de lutte individualiste comme l'objection de conscience sans mener de manière conséquente la lutte pour la défense des objecteurs. Elle passe sous silence le combat courageux que mènent les quelques comités de soldats qui existent et des insoumis au sein de l'armée. Elle propage un discours pacifiste alors que seule la violence révolutionnaire peut détruire l'armée bourgeoise. Elle ne critique pas et ne remet pas en cause la théorie de la défense nationale et de la patrie. Elle ne dit mot sur la fonction de l'armée comme instrument de classe au service de la défense de la propriété capitaliste.

Fonction de l'armée

Le colonel commandant de corps Jörg ZUMSTEIN, Chef de l'Etat-Major, écrivait dans une brochure intitulée "La sécurité de la Suisse" :

" La menace est un terme qu'utilisent les militaires pour désigner l'ensemble des gestes et actes issus de la volonté d'un adversaire potentiel et qui mettent en danger, partiellement ou dans sa totalité, l'existence de l'Etat que l'on défend. Si nous disons Etat, cela signifie, outre l'insitution comme telle, aussi le territoire, l'espace aérien, la population, et surtout la liberté d'action des institutions et des communautés qui le composent."

Qui est cet adversaire potentiel? Bien sûr l'ennemi venu d'ailleurs, mais il y a également l'ennemi potentiel intérieur: la classe ouvrière!, sinon pourquoi prendre tant de précaution à défendre l'Etat et ses institutions. L'acte immédiat du prolétariat insurgé sera la destruction de l'Etat bourgeois et de ses institutions (armée, justice, po-

lice, etc.), les capitalistes le savent bien!

Georges-André CHEVALLAZ, ancien chef du Département Militaire Fédéral, dans un interview accordé au journal "Construire" du 4 février 1981, consacré sur la défense de la Suisse en cas de guerre déclarait:

"... nous ne devons pas laisser se multiplier indéfiniment des incidents comme ceux de Zurich ou de Lausanne. Une démocratie ne peut laisser la vie en commun perpétuellement perturbée par une poignée de gamins. Cela tient du préfacisme, je tiens à le dire d'une manière très nette, quelle que soit la tendance politique affichée par ces jeunes gens en vadrouille. Le fascisme est né de bandes tenant la rue. C'est pourquoi j'estime que l'ordre doit être maintenu avec une grande fermeté parce que l'ordre, en l'occurrence, c'est la condition de la démocratie (le fascisme ce n'est pas l'ordre bourgeois peut-être ?, NDLR). Nous ne devons pas risquer qu'une partie de la population, excédée, décide de riposter par elle-même. (C'est nous qui soulignons)"

Ces deux extraits montrent mieux que n'importe quel discours la double fonction de l'armée, d'une part assurer la protection du territoire suisse contre l'agresseur extérieur qui risquerait de réquisitionner les richesses des capitalistes helvètes, d'autre part d'être une force de police contre l'agresseur intérieur: le prolétariat.

Ceux qui n'ont pas compris et admis ces vérités luttent dans la cécité. Tous ce qu'ils savent proposer pour lutter contre cette instrument de domination, par excellence, de la bourgeoisie qu'est l'armée c'est... les joutes oratoires et les récoltes de signatures!

Alors que la bourgeoisie se prépare militairement et idéologiquement au conflit mondial qui pointe à l'horizon, il devient urgent pour les antimilitaristes conséquents de se préparer dès aujourd'hui en luttant directement au sein de l'armée bourgeoise pour la détournement de sa fonction principale: la répression contre la classe ouvrière et autres fauteurs de trou-

ble. Le service militaire doit être considéré par ceux-ci comme utile à leur éducation politique et à la lutte de classe. c'est une occasion:

- d'apprendre à mener une propagande et une agitation antimilitariste et revendicative (gratuité de transports pour les soldats, refus de la garde armée, etc.) dans des conditions difficiles, mais qui suscitent la révolte,
- de prendre des habitudes de travail clandestin et d'acquiescer une expérience précieuse en matière d'organisation dans ce domaine,
- de se familiariser avec l'adversaire,
- de chercher à apprendre de lui le maximum dans toute une série de domaines.

Si l'armée n'était constituée que de troupes sans instinct de révolte et surtout sans meneurs véritables prêts à s'opposer à la hiérarchie militaire, elle serait toute entière tournée et utilisée contre la classe ouvrière.

L'histoire n'a hélas que trop d'exemples à citer en mémoire. L'attitude de l'armée en situation révolutionnaire conditionne la victoire de la Révolution. Ce serait hypothéquer les chances de réussite des luttes prolétariennes que de refuser par principe d'effectuer le service militaire. Aujourd'hui nous sommes encore loin de ces perspectives, mais il nous faut dès maintenant:

- combattre l'hypocrite théorie de la défense nationale, dont les pacifistes de tous poils ne se détachent pas,
- défendre obstinément l'internationalisme prolétarien,
- lutter sur le terrain direct pour la défense des réprimés de la justice militaire sans exclusive,
- dénoncer toute forme de militarisme et de militarisation,
- se préparer maintenant aux luttes de demain en renouant avec l'antimilitarisme de classe,
- populariser au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse antimilitariste les exemples de luttes dans l'armée.

EN OEUVRANT DANS CES DIRECTIONS, NOUS NOUS DONNONS LES MEILLEURS MOYENS POUR METTRE FIN A L'EXPLOITATION CAPITALISTE ET ABATTRE SON REMPART ULTIME: L'ARMEE. ●

Chef d'accusation: « lutte de classe contre la guerre »

La lettre que nous publions ici a été écrite en pleine première guerre mondiale par Karl Liebknecht. Il fut l'un des principaux artisans du groupe Spartakus qui réunissait des sincères opposants révolutionnaires à l'impérialisme allemand en Allemagne: Rosa Luxembourg, Clara Zetkin, Franz Mehring et Leo Jögiches. Il paiera tragiquement de sa vie sa foi communiste. Il sera assassiné avec Rosa Luxembourg en 1919 par les gardes blancs de Noske, social-démocrate haïeux et pourri. Karl Liebknecht était une figure de proue du socialisme international et de l'antimilitarisme, n'a-t-il pas crié en pleine guerre lors d'une manifestation du 1er mai 1916 à Berlin: " A bas la guerre! A bas le gouvernement! ". Il sera arrêté après cet acte courageux et condamné à 4 ans de forteresse. C'est précisément pour répondre aux accusations dirigées contre lui après cette manifestation qu'il écrit cette lettre. Celle-ci, vieille de 68 ans, est toujours actuelle. Elle dénonce l'impérialisme, la nécessaire lutte contre son propre impérialisme et rejette l'accusation de trahison envers la patrie. Elle expose sans ambiguïté la politique des communistes face à la guerre impérialiste et fustige tous les défenseurs d'une défense nationale "civile".

Berlin, 8 mai 1916

Au tribunal royal de la commandanture, Berlin.

Dans la procédure pénale engagée contre moi, je remarque encore :

1. Trahison envers la patrie est, pour un socialiste internationaliste, un non-sens complet. Il ne connaît aucune puissance ennemie dont il pourrait seulement penser "favoriser les entreprises". Il a vis-à-vis de tout gouvernement capitaliste étranger, la même attitude révolutionnaire que vis-à-vis de son propre gouvernement. L'essentiel de son action ne consiste pas à "favoriser les entreprises d'une puissance étrangère", mais à "combattre, en collaboration avec les forces socialistes des autres pays, toutes les forces impérialistes".

Il lutte au nom du prolétariat international contre le capitalisme international. Il le prend où il le trouve et peut le frapper efficacement, c'est-à-dire dans son propre pays. Dans son propre pays, il combat au nom du prolétariat international son propre gou-

vernement, ses propres classes dirigeantes, en tant que représentants du capitalisme international.

C'est dans ce processus dialectique, dans la lutte de classe nationale contre la guerre, que se réalise la lutte de classe internationale contre la guerre.

C'est là, le sens de la phrase de Jaurès que j'ai choisie comme épigraphe à ma brochure: "Lutte de classe contre la guerre", publiée à la fin de mars 1915.

2. Si les socialistes allemands, par exemple, combattaient le gouvernement anglais, et les socialistes anglais par exemple, le gouvernement allemand, ce serait là une farce, sinon pis. Celui qui attaque l'ennemi, l'impérialisme, non dans les représentants qu'il a en face de lui, mais dans ceux dont il est très éloigné, et encore avec l'approbation et les encouragements de son propre gouvernement (c'est-à-dire des représentants de l'impérialisme qu'il a en face de lui), celui-là n'est pas un socialiste, mais un triste laquais des

classes dirigeantes. Une telle politique est excitation à la guerre; non pas lutte de classe, mais tout le contraire.

Certes, le socialisme internationaliste et lui seul, étant donné qu'il mène la lutte de classe contre son propre gouvernement, a le droit d'attaquer également les gouvernements étrangers. Mais il y a dans tous les pays, et aussi en Allemagne, assez de forces, de mensonge et de démagogie, pour qu'il puisse consacrer toute son énergie à lutter contre son propre gouvernement et s'opposer tout au moins à la pire confusion.

C'est pourquoi je n'ai pas à m'occuper ici des péchés commis par les autres gouvernements. Mon devoir est même de les défendre contre des reproches injustifiés, parce que le mensonge ne doit jamais être traité avec ménagement, que de tels mensonges servent aujourd'hui plus que jamais le but criminel qui consiste à attiser la haine entre les peuples et la folie guerrière.

J'ai, partout où l'occasion m'en a été donnée, attaqué les gouvernements étrangers dans leur propre pays et en Allemagne, quand j'en attendais à l'étranger un succès pour le socialisme ou que j'attaquais en même temps le gouvernement allemand. Jamais je ne le ferai si cela pouvait favoriser les entreprises des fauteurs de-guerre.

Pendant des années, j'ai été poursuivi par les autorités allemandes à cause de la lutte que j'ai menée contre le tsarisme et la politique tsariste du gouvernement allemand. Immédiatement avant la guerre, j'ai été pour ce fait

- et contrairement à toutes les traditions parlementaires - traduit par la Chambre des députés de Prusse, pleine de haine et d'indignation, devant le jury d'honneur du barreau. Devant la guerre, en novembre 1914, la procédure engagée contre moi s'est terminée par un acquiescement. J'apporterai les documents concernant cette affaire, qui montreront comment je considère, dans les circonstances actuelles, les attaques contre les gouvernements "ennemis".

3. Il est de l'essence de la lutte de classe internationale consciente que le socialiste voie la coopération avec les socialistes des autres pays comme un tout, qu'il collabore au but commun pour sa part dans son propre pays, qu'il considère sa lutte et celle des socialistes dans les autres pays comme des fonctions complémentaires et engage ainsi dans sa conscience la lutte contre les autres gouvernements également.

Souligner en face de l'adversaire dans son pays ce point de vue internationaliste peut sembler être une excuse, un facteur d'insécurité, d'irrésolution, et affaiblir ainsi la lutte de classe. Si ce point de vue doit être exprimé, ce n'est que dans un but de propagande auprès de ceux qu'on peut gagner à la politique socialiste internationale contre la guerre, et pour faire de cette politique, chez ceux qui la mènent, une politique consciente.

C'est dans ce sens et sous cette forme qu'à la guerre du capitalisme s'oppose la révolution sociale de la classe ouvrière.

Artilleur Karl Liebknecht. ●

L'afflux des sans-papiers exige leur défense inconditionnelle

Durant toutes les années soixante, le capital helvétique a pu puiser dans le formidable réservoir de prolétaires sans-travail des pays sud-européens pour se fournir en force de travail docile et bon marché. Dans cette période il a mis au point tout un arsenal administratif et policier pour réglementer les conditions d'admission de toute cette force de travail. Aux frontières, les contrôles policiers interdisaient toute tentative de rentrer illicitement chercher du travail en Suisse. La Suisse était de ce point de vue en avance sur bien d'autres Etats comme la France ou l'Angleterre, dont le passé colonial avait favorisé l'immigration incontrôlée. Depuis lors, la France notamment avec Bonnet, Stoleru, mais aussi sous les auspices de Mitterand a bien rattrapé le retard.

Aujourd'hui, certaines conditions ont changé, la crise capitaliste pousse les entreprises à diminuer fortement les coûts salariaux et les charges sociales. Les patrons, surtout dans les secteurs où les produits sont encore largement manufacturés, font alors de plus en plus appel à des ouvriers clandestins. Les avantages qu'ils en retirent sont nombreux. L'ouvrier clandestin est à sa totale merci, il ne bénéficie d'aucune prestation sociale ou conventionnelle, il est sous-payé et peut être soumis au régime des heures supplémentaires sans compensation ou même sans être payé, il n'est pas payé les jours de manque de travail et peut être renvoyé sans délai.

En Europe, cette immigration clandestine se chiffre à 1 million et demi de prolétaires, en Suisse, elle se chiffre déjà en dizaines de milliers de travailleurs. Partout elle est soumise aux mêmes conditions bestiales d'exploitation.

Face à cet afflux de sans-papier, la bourgeoisie joue un double jeu. Cons-

ciente de leur nécessité économique pour les intérêts de certains secteurs industriels, elle en tolère un certain nombre. Cette tolérance se traduit notamment par un laxisme général de la surveillance des entreprises qui de notoriété publique utilisent le travail des sans-papiers et par des dispositions pénales très légères pour les patrons "fraudeurs". Mais elle ne peut tolérer que se généralise le travail clandestin.

Cela pour deux raisons au moins. D'une part, elle favorise la restructuration de l'industrie prioritairement par une augmentation du capital fixe (les machines, les robots, ...) au détriment du capital variable (les salaires). Elle ne voit donc pas d'un bon oeil certains secteurs compenser leur impuissance à diminuer les coûts de production par une augmentation de la productivité du travail, en tombant dans une solution de facilité qui est de diminuer les salaires réels sans modifier le procès de production.

D'autre part, le travail clandestin présente des dangers de déséquilibres sociaux, car cette masse de prolétaires est difficilement encadrable par l'opportunisme et peut attiser les contradictions sociales.

Les sans-papiers sont donc considérés comme un "mal nécessaire" par l'Etat qui vient ainsi au secours des secteurs de production à forte dominante manufacturière (bâtiment, textile, etc...).

C'est dans ce même sens, diminuer les charges salariales que l'Etat vient d'instituer un nouveau statut d'immigré valable pour une durée de 3 mois et hors contingent. Il permet ainsi d'introduire des travailleurs légalement pour une courte durée, mais qui seront exploités toute l'année comme clandestin par les patrons.

Ecrasés par les patrons, réprimés par la police, les travailleurs clandestins sont totalement isolés pour se défendre des perpétuelles attaques dont ils sont victimes.

La politique et l'action des appareils syndicaux rejoignent parfaitement la politique bourgeoise en matière d'immigration à une nuance près : les bonzes syndicaux s'inquiètent des pressions exercées par les clandestins sur le niveau des salaires des autochtones et des régularisés. Défendant depuis toujours les privilèges des nationaux contre leurs frères de classe immigrés, ils s'attaquent frontalement aux clandestins en les dénonçant à la police et en exigeant de l'Etat un plus strict contingentement.

Les appareils syndicaux enfourchent donc le même cheval de bataille que l'extrême-droite et de l'Action nationale en particulier qui dans sa dernière initiative d'août 83 exige le non remplacement des immigrés retournant au pays pendant 15 ans. L'USS hausse le ton, l'AN met de l'eau dans son vin et tous les deux finissent par se rejoindre non seulement dans le contenu de leur politique (ce n'est pas nouveau) mais aussi dans leurs objectifs pratiques.

Ecoutons pour illustrer cette convergence pratique, la déclaration de l'USS après l'adoption de la nouvelle ordonnance fédérale sur le contingentement 1983-84 :

" D'août 1977 à août 1982, les effectifs de travailleurs étrangers sont passés de 650'000 à 750'000. 70 % d'entre eux vivent en permanence en Suisse avec leur famille; les autres sont des saisonniers et des frontaliers. L'Union syndicale suisse vise en premier lieu à réduire cette "masse de manoeuvre" de 30%. Elle a demandé à plusieurs reprises un sensible freinage des admissions des

" travailleurs de ces deux catégories". On ne saurait tolérer de nouvelles augmentations d'effectifs étrangers en marge de la réglementation en vigueur. L'autorité fédérale doit admettre qu'une politique efficace de stabilisation n'est pas possible sans des réductions effectives des contingents".

On ne saurait être plus clair, le chauvinisme syndical n'a rien à envier au chauvinisme couleur brune de l'extrême-droite!

Face à la coalition de l'Etat, des patrons, des appareils syndicaux et de l'extrême-droite, les travailleurs clandestins sont isolés et ne peuvent pas encore compter sur l'appui de la classe ouvrière autochtone ou régularisée.

Pour changer ce catastrophique état de fait, il n'y a pas de recette miracle. Partout où cela est possible, il faut de manière permanente, dénoncer les traîtres qui s'associent aux flics pour faire la chasse aux clandestins et qui attendent ainsi la xénophobie et la division dans les rangs ouvriers.

Nous, communistes, nous combattons toutes les discriminations s'abattant sur la classe ouvrière, tous les statuts qui font de l'ouvrier ou un citoyen de première zone, de seconde zone ou de troisième zone. Combattre ces discriminations, c'est lutter pour l'unité de la classe ouvrière, pour briser les liens qui unissent les ouvriers nationaux avec leur bourgeoisie contre les immigrés et surtout les sans-papiers, pour construire un seul bloc de classe contre le capital et ses valets.

- Régularisation immédiate de tous les sans-papiers
- Non au contingentement
- Abolition de tous les statuts
- Liberté de circuler et de travailler en Suisse pour tous. ●

Le SIPA : un syndicalisme au service du parlementarisme

Si nous parlons de cette tentative de la gauche socialiste de créer un syndicat dit : "interprofessionnel" et "autogestionnaire", ce n'est pas pour l'importance en soi de cet événement, dont la résonance est à peine locale, mais parce qu'il véhicule toutes les tares, tout l'idéalisme, tous les errements politiques de toute une frange d'opposition "socialiste" à la recherche de nouveauté et d'innovation politiques. Ce que nous voulons montrer c'est que ces "innovateurs" ne font que rabâcher de vieilles recettes qui ont déjà fait mille fois faillite et qui ont toujours ramené la classe ouvrière dans les bras de la bourgeoisie.

"SIPA" est l'initiative de quelques déçus des syndicats officiels et bureaucratiques. L'objectif premier de cet avortement de syndicat autogestionnaire est donc de construire une organisation syndicale sans bureaucratie, où règne la liberté la plus totale, où aucune décision n'est prise sans l'avis de tous, etc.

"SIPA" s'autoproclame donc "syndicat", sur la base de quoi? Sur la base des nécessités réelles de la lutte de classe? Non, car la classe ouvrière suisse est à mille lieues des ouvriers polonais pour qui la construction d'un syndicat, Solidarnosc, était le fruit de déterminations matérielles bien réelles. "SIPA" est une création abstraite, le résultat d'un décret d'illuminés. Sa théorie est simple : nous voulons une société où nous serons "libres", donc commençons par être libre dans le syndicat! Dans ses principes et objec-

tifs fondamentaux", texte de base constitutive, SIPA s'étale en long et en large sur son fonctionnement "démocratique". Tout y est, les statuts, le règlement de cotisation, les structures de bases, les différentes formes d'assemblées, leur nombre, etc.(1) Le SIPA se réduit à une poignée d'individus mais possède déjà les normes de fonctionnement d'une centrale ouvrière nationale! Les promoteurs de cette organisation ne font que répéter les funestes erreurs de l'idéalisme petit-bourgeois cherchant à tout prix à déformer la réalité des rapports de force sociaux pour mieux la calquer sur ses constructions théoriques et ses méthodes organisatives idéalisées. En chassant le bureaucratisme par la porte, SIPA le fait rentrer par les fenêtres!

SIPA pense qu'une bonne recette organisationnelle, donc "démocratique", garantit une bonne politique syndicale. C'est pour cela qu'elle passe plus de temps et d'énergie à parler des formes plutôt que du contenu et de la pratique de la lutte immédiate.

Mais au-delà de ce fatras de résolutions creuses sur les "structures démocratiques" et les envolées "lyriques" sur "l'édification d'une société nouvelle dont le moteur ne sera plus le profit et le carburant l'exploitation de l'homme par l'homme", il y a des déterminations politiques plus générales.

A l'origine, il y a un conflit de limites de compétences entre réformistes politiques et syndicaux, c'est-à-dire entre PS et USS. SIPA nous expli-

que que : " Le PS surtout, très organiquement lié au mouvement de l'USS, et le plus grand parti représentant les travailleurs, va subir une pression constante et efficace interne et externe de la part des leaders de l'appareil syndical, chaque fois qu'il tentera de modifier par la voie légale et politique les rapports d'exploitation qui sont la dominante absolue de la vie des citoyens sur leur place de travail".

En clair cela signifie que l'USS oppose les réformes conventionnelles aux réformes parlementaires, et s'oppose ainsi par exemple aux initiatives parlementaires du PS pour les 40 h, réclamant l'exclusivité des conventions collectives pour régler ce type de revendications matérielles. La division du travail entre parlementaires et syndicalistes bourgeois n'étant pas claire, SIPA se propose donc de résoudre le conflit dans les rapports PS/USS. Sa conception est la suivante : il faut revaloriser l'action parlementaire du PSS en lui soumettant l'action syndicale.

Dans cette stratégie de laquais du capital, la lutte de classe sera donc entièrement subordonnée au parlementarisme pourri de la racaille anti-ouvrière du PS. Les parlementaires commandent et les syndicats obéissent et servent de courroie de transmission au programme bourgeois de réformes de l'Etat et de l'économie.

SIPA, soi-disant fer de lance de la lutte contre la collaboration de classe de l'USS, ne cherche en réalité qu'à

adapter la collaboration à une situation sociale moins stable, où la paix sociale ne peut être garantie sans contrôle plus efficace du réformisme sur la classe ouvrière.

La profession de foi de SIPA en faveur d'une action syndicale "non-violente" confirme le rôle de stabilisateur social qu'il entend attribuer à l'organisation ouvrière syndicale. SIPA ne doit donc pas voir d'un très bon oeil les manifestations violentes des ouvriers sidérurgistes de Longwy qui brûlèrent le local du parti socialiste français en réponse à sa politique anti-ouvrière. (2)

Sorti de la même matrice que le "Manifeste 77", SIPA en possède le même illuminisme et les mêmes objectifs : ravalier l'opportunisme sclérosé par trop d'années de "paix du travail"! Il n'est donc pas une alternative pour reconstituer les prémisses de la lutte de classe mais pour canaliser les énergies ouvrières vers une paix du travail nouvelle formule. ●

- (1) Il y a même un règlement d'engagement des employés syndicaux (secrétaires, etc.).
- (2) A propos des "actions interprofessionnelles et non-violentes", le SIPA explique qu'elles doivent toujours être non-violentes (sans casse et sans coups) et doivent être menées par des militants consciencieux bien entraînés et qui se connaissent bien!!!

Le racket syndical: une fructueuse affaire

Alors que dans d'autres pays, en France et en Italie notamment, les syndicats doivent garder quelques formes "oppositionalistes" pour exercer une politique garante des intérêts généraux du capitalisme, en Suisse par contre ils ne se sont jamais préoccupés de maintenir un semblant d'autonomie par rapport au capital. C'est ainsi que les liens matériels entre eux et la bourgeoisie n'ont fait que se multiplier au cours des décennies de leur histoire.

En signant la première paix du travail en 37, la FOMH faisait preuve de sa soumission au capital. Mais il était clair que cette soumission devait recevoir une contrepartie de la part de la bourgeoisie. La guerre impérialiste, l'alignement des syndicats et de la classe ouvrière derrière les intérêts nationaux a offert suffisamment de raisons idéologiques à l'appareil syndical pour justifier sa collaboration. Mais après la période d'après-guerre où il mobilisera les prolétaires pour leur faire reprendre l'effort productif, la situation matérielle et sociale se transforme lentement mais inexorablement.

Les fastes de la haute conjoncture, avec pour conséquence le "bien être ouvrier", rend peu à peu l'ouvrier imperméable à toutes causes, sinon celle de la "consommation". Dans les années 60, l'Union syndicale suisse perd des adhérents en masse, ses caisses se vident, l'équilibre financier n'est plus assuré. L'USS est en effet devenu à cette époque une énorme entreprise capitaliste. Son assurance maladie, son épargne, etc... ne sont plus assurées de revenus suffisants pour être rentables.

La FOMH de 1963 à 1972 perdra ainsi 11,3% de son effectif, l'USS dans la même période en perdra 3,6%. Seule la FOBB bénéficiant d'un flux migratoire important verra ses effectifs augmenter (+23,8%), pour redescendre brutalement après l'expulsion des immigrés en 1974-75.

L'USS commencera alors sérieusement à envisager une augmentation de ses revenus. Or que pouvait-elle faire de mieux que de convaincre les patrons que son effort pour maintenir la paix

du travail méritait une bonne rétribution. Pas question évidemment de faire payer les patrons, il y a une meilleure vache à lait : le prolétaire.

C'est ainsi que Lucien Tronchet exigera au congrès de l'USS en 1963 la création d'une "cotisation de solidarité", suivi en cela en 1965 de Erwin Schwein-gruber, juriste et expert de l'USS, de Ernest Wütrich en 1966 et enfin de J.-P. Ghelfi qui déclarait dans la "Lutte syndicale" du 19 avril 1968 :

" Il n'est ni normal, ni admissible, encore moins souhaitable que les organisations ouvrières fassent les frais, si l'on peut dire, de leur volonté de discipliner les antagonismes sociaux afin de favoriser la prospérité générale. Leurs efforts impliquent donc que tous les travailleurs participent au financement des dépenses des syndicats pour leurs travaux d'ordre économique, social et industriel; que les organisations patronales acceptent également de couvrir une partie des frais, dans la mesure où elles en retirent des avantages indéniables. (soul. par nous).

Voilà la vérité sans fard : " je te garantis la paix sociale, mais tu me permets de racketter les ouvriers."

La classe ouvrière est donc doublement trahie. Non seulement les dirigeants de l'appareil syndical la livre pieds et poings liés au capital, mais en plus elle se fait payer cette sale besogne par ses propres victimes!

L'argument de l'USS pour prélever une partie du salaire des travailleurs non-syndiqués est qu'ils bénéficient des avantages des conventions collectives. Or lorsque l'USS commença à revendiquer la "cotisation de solidarité" (qui deviendra la "contribution professionnelle") dans les années 60, les conventions collectives, loin d'être en avance sur la réalité des conditions de travail, étaient en dessous des pratiques courantes. Les "avantages" se réduisaient donc à une peau de chagrin. C'est d'ailleurs ce décalage entre les conditions des conventions et les pratiques qui fut l'une des raisons de la désertion des ouvriers de leurs syndicats. Donc même du point

de vue de la seule réalité, cet argument ne tenait pas debout.

Au début des années septante éclatent quelques conflits dans les entreprises qui sont l'indice d'un changement des conditions de vie des prolétaires et donc un danger à venir pour la paix sociale. A Genève, par exemple, en 1970 et 1971, ce sont successivement à la Mürer (bâtiment), à Verntissa, à Hispano-Bürhle, aux Charmilles qu'éclatent des conflits, qui, s'ils n'ont pas tous la même résonance, sont autant de signes sociaux avertisseurs pour les patrons et les appareils syndicaux. La FOMH déclarera d'ailleurs qu'il est indispensable d'"appuyer les efforts de la section de Genève de la FOMH en vue de rétablir la situation conventionnelle" c'est à dire en vue de défendre la paix sociale et le partenariat qui bannit la lutte de classe.

En 1967, la FTCP (Fédération du textile, du cuir et du papier) se voit refuser le "centime de la paix" (sic). En 1968, l'échec sera pour le secteur de l'habillement.

Il faudra attendre 1969 pour que la première "cotisation de solidarité" entre dans une convention, celle de la FOBB à Genève.

En 1970, c'est toute l'industrie du bâtiment qui s'aligne sur la "cotisation de solidarité". Ainsi, chaque mois, les ouvriers non-syndiqués se voient retirer 1% de leur salaire au profit de la FOBB.

Après la non reconvertibilité du dollar en or, premier indice de la crise capitaliste, la hausse du pétrole entraîne le capitalisme dans une lente et inexorable chute. Cette situation a des implications sociales que la bourgeoisie connaît parfaitement. Une exploitation plus féroce de la classe ouvrière est le seul moyen pour les bourgeois de maintenir leur niveau de compétitivité, mais cette attaque a aussi comme conséquence une sensibilité sociale plus grande des prolétaires et l'apparition d'une opposition syndicale militante dans le pion aux bureaucrates dans les conflits.

La bourgeoisie comprit donc que le rôle de gendarme de la paix sociale des appareils syndicaux ne ferait que pren-

dre plus d'importance. En conséquence, elle consentit quelque concession à ses "partenaires sociaux" en échange de leurs services.

C'est ainsi que l'ASM(1) signe sa première convention où figure le principe de la "cotisation de solidarité". G.A. Dubois, président du syndicat patronal, déclare alors : " si on voulait renouveler la convention (lisez : la paix du travail, NDR), il faut bien satisfaire au moins un des points fondamentaux des syndicats". Le résultat de cette convention est que les revendications ouvrières matérielles seront bradées au profit du renflouement des caisses syndicales, et au détriment des salaires ouvriers sur lesquels sont prélevées les "cotisations de solidarité".

En 1983, lorsque la convention de la métallurgie est mise en échec par l'ASM, les bonzes syndicaux transpirent. En perdant la C.C. ils perdaient aussi leur poule aux oeufs d'or, pas étonnant alors qu'ils firent un honteux chantage à la "peur du vide" pour faire voter par les délégués la convention à la sauce patronale.

Les "cotisation de solidarité", ou autre "contribution professionnelle" ne sont pas les seuls liens qui lient les organisations syndicales au capital. L'USS et ses succursales drainent aussi l'argent par l'épargne de leurs adhérents (car elle possède sa propre banque) (2), par les profits de ses divers placements (dans l'immobilier en particulier) et par les accords secrets qu'elle conclut avec les patrons.

L'USS, à l'image des syndicats allemands, suédois ou américains est devenu une véritable institution capitaliste. Pour la classe ouvrière cela signifie que la perspective n'est pas la "prise d'assaut" des syndicats. Il est certain qu'elle devra les liquider pour reconstruire sous d'autres formes et avec un contenu de classe de nouvelles organisations syndicales dignes d'elle. Les ouvriers polonais n'ont d'ailleurs pas fait autre chose!

(1) Association Suisse des constructeurs de Machines.
(2) Il s'agit de la BCC, Banque centrale coopérative.

Le fric des pompiers sociaux

Les chiffres que nous donnons ci-dessous ne sont pas d'une absolue exactitude scientifique, il s'agit d'une évaluation dont l'objet est de fournir un ordre de grandeur de la richesse syndicale.

Les pompiers syndicaux auront peut-être tout loisir de les dénoncer comme inexacts, mais alors qu'ils publient les documents comptables démontrant leur soi-disante innocence!

Que l'on compare aussi ces chiffres avec les quelques malheureux milliers de francs qu'il a fallu arracher à la FTMH pour payer les grévistes de Matisa l'an passé!

Nous n'avons fait de calcul que pour les deux grandes centrales syndicales, la FTMH et la FOBB, mais cela ne signifie pas que les autres soient en reste.

Ces chiffres ne tiennent encore pas compte des profits bancaires et immobiliers, ni des caisses noires dont la pratique est des plus courantes.

Ils partent de l'hypothèse d'une cotisation mensuelle moyenne de fr. 25.--, d'une contribution de fr. 8.-- par mois pour la métallurgie et de 1% d'un salaire moyen de fr. 2'500.-- par mois pour la FOBB.

Pour la FTMH, compte tenu qu'il y a environ 120'000 syndiqués, le montant des cotisations peut être estimé à 36'000'000.--. Ensuite, dans la métallurgie (machines et bâtiment) il reste environ 350'000 travailleurs dont la bonne majorité est soumise à la con-

vention, soit à peu près 200'000. L'apport des contributions de solidarité est donc de fr. 24'000'000.--. Soit un total de 60 millions par année pour entretenir une bande de bureaucrates pourris.

Pour la FOBB, partons du chiffre de 115'000 syndiqués et nous obtenons un apport de cotisation de fr. 34'500'000.--. Ensuite, compte tenu qu'il reste environ 200'000 travailleurs non-syndiqués, dont la grosse majorité est soumise à la convention, disons environ 150'000 ouvriers, le magot rapporté par les contributions professionnelles s'élèverait à fr. 45'000'000.--, plus que les cotisations. C'est une manière de pousser les ouvriers à une syndicalisation forcée. Pour la FOBB, c'est donc presque 80 millions qui tombent dans la caisse chaque année.

Les revenus annuels de l'USS se comptent donc par centaines de millions. Mais où va donc tout ce fric?

Dans les affaires immobilières, les caisses noires, les investissements industriels, bancaires et dans les hauts salaires des dirigeants syndicaux, dont certains s'octroient 160'000.--francs par année.

La révolution prolétarienne devra un jour écraser sans pitié cette vermine, ces parasites.

En possession des documents les plus secrets, elle sera en mesure de montrer des pratiques syndicales bien plus honteuses encore que celle que nous venons de dénoncer!

Syndicats et salaires : l'indignation des fourbes

Après avoir démissionné totalement devant les patrons sur la question du maintien du pouvoir d'achat et avoir poussé la trahison jusqu'à négocier des baisses de salaires dans la métallurgie, l'USS et la FTMH en tête, se lamentent sur le blocage des indexations dans toutes les branches industrielles.

Pour le capital, sortir ou tenter de sortir de la crise passe inexorablement par la compression de la masse salariale pour diminuer les coûts de production, tout en augmentant la productivité du travail. La première attaque du capital sur les salaires porte donc évidemment sur les indexations et les rattrapages rétroactifs (pour certaines catégories de travailleurs privilégiés) au titre de compensation du coût de la vie.

Une telle pression sur les salaires est menée avec intelligence par la bourgeoisie. Pour éviter que naissent les conditions matérielles d'une unité ouvrière face à une identité de la dégradation des conditions de vie, elle adopte la politique de graisser la patte aux travailleurs les plus productifs par des "augmentations" en baissant en contrepartie le salaire réel des autres.

Plus d'indexation, mais des "augmentations" individuelles liées à la productivité du travail et à la discipline de l'ouvrier : voilà la politique salariale du patronat helvétique aujourd'hui.

Si nous mettons entre guillemets le

terme "augmentation" c'est bien parce que sous ce nom le patronat nomme de plus en plus le seul privilège qu'il donne à l'ouvrier de maintenir son pouvoir d'achat!

L'USS et ses succursales peuvent bien se lamenter de cette attaque généralisée, elles ne cacheront pas pour autant qu'elles ont offert au patronat les conditions les plus favorables pour qu'il exerce ces pressions sur les salaires.

Il ne coûte rien pour l'USS de se lamenter, ses dirigeants sont d'ailleurs suffisamment bien payés pour être à l'abri du besoin!

le prolétaire

organe du parti communiste international

No 377 - MAI 1984

- La gauche bourgeoise et opportuniste attaque les travailleurs
- Talbot, chantiers navals, sidérurgie...
- Innovation
- La destruction de l'Etat d'Israël
- Le facteur national palestinien
- Anti-racisme et lutte de classe
- Ce que nous voulons
- Lenine sur le chemin de la révolution
- Répression tout azimuth

Ed. responsable :

Saro
20, rue Jean-Bouton
Paris - 75012

Robotique et rebours du marxisme

Dans un article paru dans notre "supplément suisse" No 26 du 1er mai 1983, nous avons expliqué tout l'intérêt du capital d'augmenter la productivité du travail par l'introduction de nouvelles générations d'instruments de production à commande numérique pour les plus simples ou entièrement robotisés pour les plus complexes. Nous avons aussi expliqué les conséquences de l'informatique sur les conditions de vie des prolétaires, notamment en ce qui concerne l'emploi, l'augmentation des rythmes de travail, le travail de nuit, le travail à l'écran et le contrôle des cadences.

Dans cet article, nous rappellerons que le bouleversement du procès de production n'est pas un phénomène nouveau du capitalisme, mais fait partie de ses propres lois immuables de développement.

Ces rappels n'ont pas seulement une valeur théorique mais prennent comme cibles tous ceux qui font un vrai dogme de la disparition du prolétariat comme classe pour le capital ou qui espèrent échapper aux lois du brutal développement capitaliste par une gestion plus "saine", écartant les pièges de la restructuration, des compressions de personnel et des attaques sur les conditions de vie des prolétaires.

Une vision mécaniste, étrangère au marxisme

Parmi les champions toutes catégories du marxisme mal assimilé, "Compte à Rebours" figure au tableau d'honneur, car en matière d'analyse "marxiste" des rapports entre la crise capitaliste et la robotique, il ne nous sert qu'un indigeste plat d'arguties les plus farfelues.

En essayant de répondre à une question légitime que bon nombre de prolétaires se posent, à savoir : la robotisation implique-t-elle une disparition de la classe ouvrière?, "Compte à Rebours" construit sa théorie propre et ô combien originale. Voici ce que dit "Compte à Rebours" en parlant de la réponse réactionnaire au développement de la robotique, sur la relation crise et robotique, et ce que nous avons entendu de la bouche de ses militants confirme qu'il ne s'agit pas de maladroites épistollaires :

" Elle oublie purement et simplement que le travail salarié est en train de disparaître et réclame son maintien à tout prix! (...) La robotique objectivement est la négation du travail salarié. Ceci signifie rien d'autre que la robotique porte en elle le germe qui fera disparaître le fondement du capitalisme : le salariat. Dans cette dernière phase de la robotique, les entreprises qui l'introduisent se procureront une dose considérable de plus-value extra (ou plus-value relative). A mesure que la robotique se généralisera, cette plus-value deviendra normale et le chômage se développera". (Compte à Rebours No 997).

La première erreur de Compte à Rebours est évidemment de considérer la robotique pour elle-même comme facteur objectif de la révolution. Aux conséquences de la robotique il faudrait opposer la révolution; les syndicats sont d'ailleurs jugés réactionnaires parce qu'ils refusent " aujourd'hui, en pleine révolution technologique, de parler de révolution, en clamant bien

" haut leur attachement à l'emploi ".

Pour les marxistes, il existe bien des facteurs objectifs nécessaires, mais pas suffisants comme le laisse entendre mécaniquement Compte à Rebours, favorisant l'éclosion d'une lutte prolétarienne révolutionnaire. Mais ces facteurs ne résident pas dans la réponse technologique que développe le capital pour baisser les coûts de production et augmenter la productivité du travail, ils résultent de l'impasse totale dans laquelle se trouve le capitalisme aujourd'hui pour écouler ses marchandises et des conséquences sociales internationales qu'une telle crise a provoquées.

C'est la surproduction capitaliste, la concurrence entre capitaux rivaux qui a entraîné les endettements, les déséquilibres financiers et finalement cette course pour augmenter la productivité du travail dont l'instrument technologique est le robot, qui constituent la base favorable objective. Ce sont les formidables déséquilibres dans le statu-quo impérialiste, les poussées sociales des nations de la périphérie, remettant en cause l'ordre établi, qui sont les meilleurs indicateurs d'une situation qui objectivement crée les bases nécessaires à la lutte de classe la plus large, la plus internationale. Or aujourd'hui, le grand drame du prolétariat international n'est pas de disparaître en tant que classe, éliminé par une armée de robots, car à l'échelle internationale, le capital prolétarise de plus en plus de masse, mais de manquer de conscience à ses luttes, c'est-à-dire de direction politique.

Mais ce problème n'effleure pas Compte à Rebours qui voit dans la robotique l'assaut final donné par le capital à la classe ouvrière. Chamberdemment du procès de production, c'est un fait réel, mais ce fut une réalité tout aussi brutale pour le prolétariat lorsque le capital s'empara d'autres découvertes scientifiques que l'électronique

pour augmenter la productivité du travail. La machine à vapeur, le moteur à explosion, l'électricité sont autant de découvertes qui signifiaient pour le prolétaire : augmentation de cadences, chômage, élargissement du travail de nuit. Ni Marx, ni Lénine, dont aime bien se revendiquer Compte à Rebours, n'avaient déduit alors que la classe ouvrière était en danger parce que des machines étaient capables d'effectuer les mêmes gestes partiels que l'ouvrier, devenu ainsi l'accessoire de la machine.

Marx déjà considérait deux phases d'accumulation capitaliste, celle où la technologie de production reste sensiblement constante et alors l'accumulation capitaliste se fait d'une manière sensiblement progressive et celle où la base technique de la production subit de profondes modifications et où l'accumulation se fait par bond. En période de crise, c'est bien la deuxième forme de l'accumulation qui devient la règle générale. Il n'est plus possible pour les capitaux de produire dans des conditions désuètes ni de mettre sur le marché des biens technologiquement dépassés (c'est-à-dire, ne trouvant pas d'usage pour le capital). Les entreprises les plus faibles sont donc impitoyablement éliminées, des secteurs entiers de production sont démantelés voire éliminés aussi. De là surgit une plus forte concentration de capital, dont l'unique ressource pour baisser les coûts de production est d'augmenter le capital fixe, c'est-à-dire de moderniser l'équipement d'exploitation et le procès de production.

" Le monde se passerait encore du système des voies ferrées, par exemple, s'il eût dû attendre le moment où les capitaux industriels se fussent assez arrondis par l'accumulation pour être en état de se charger d'une telle besogne". " En grossissant, en accélérant ainsi les effets de l'accumulation, la centralisation étend et précipite les changements dans la composition technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante aux dépens de sa partie variable ou occasionnent un décroissement dans la demande relative du travail".

" Les capitaux supplémentaires, fournis par l'accumulation, se préfèrent de préférence comme véhicules pour les nouvelles inventions, découvertes, etc., en un mot, les perfectionnements industriels, mais l'ancien capital, dès qu'il a atteint sa période de renouvellement intégral, fait peau neuve et se reproduit aussi dans la forme technique perfectionnée, où une moindre quantité de force ouvrière suffit pour mettre en oeuvre une

" masse supérieure d'outillage et de matières. La diminution absolue dans la demande de travail qu'amène cette métamorphose technique, doit devenir d'autant plus sensible que les capitaux qui y passent ont déjà été grossis par le mouvement centralisateur". (Marx, "Le capital", T. 3 du livre premier).

Dès les premiers jours de son existence, jusqu'à aujourd'hui et encore demain, le capitalisme sera la proie à des secousses incessantes dont l'épicentre se situe sur le marché international et dont les conséquences dans le domaine du procès de production est une "métamorphose technique". L'introduction de la robotique répond à cette loi dont les effets se reproduisent cycliquement dans l'histoire, et dont la conséquence n'est pas la disparition du prolétariat mais au contraire une masse toujours plus grande de sans-réserve.

Mais Compte à Rebours raisonne comme le philistin qui croit tout découvrir, tout inventer et modèle le monde à l'image de ses visions étriquées.

C'est aussi une loi constante du capitalisme de gonfler démesurément l'armée de réserve en tant de crise. Les ouvriers productifs en étant rejeté du circuit de la production n'en sont pas pour autant refoulés dans une autre catégorie sociale, ils restent prolétaires, chômeurs comme actifs. Le capital peut alors faire pression sur les salaires en jouant sur une concurrence élevée dans la vente des forces de travail, et ainsi diminuer la partie de capital variable entrant dans la composition du prix des marchandises. L'OCDE prévoit d'ailleurs que cette armée de réserve continuera d'augmenter pour atteindre, en Europe seulement, 20 millions de chômeurs au milieu de 1985. C'est donc la pression toujours plus grande qu'exerce le capital sur les conditions d'exploitation de la force de travail, ainsi que le gonflement de l'armée de réserve que les amortisseurs sociaux, (caisses chômage, etc.) ont toujours plus de peine à prendre en charge, qui préparent les conditions pour que le prolétariat redécouvre des vieux réflexes de défense classiste.

Le salariat, robot ou pas, restera la condition même d'existence du capital, restera le fondement de l'exploitation de la force de travail des prolétaires. Si l'on en croit Compte à Rebours - qui ne fait pas seulement que compter mais aussi raisonner à rebours - la robotique supprimerait le salariat. Alors pourquoi clamer si fort la révolution? Attendons que les robots la fassent à la place de la classe ouvrière. Autrement dit, pour abolir le salariat, généralisons la robotique!

40 h.: Non à l'initiative! Oui à la lutte!

En lançant son initiative pour les 40 h. en septembre de l'an passé, l'UNION SYNDICALE SUISSE tentait d'estomper ou d'escamoter aux yeux des prolétaires toute sa politique de la main tendue dont la conséquence a été de briser et d'isoler toute réaction ouvrière aux attaques patronales.

Cette initiative est la deuxième du genre. En 1976, celle du POCH avait échoué lamentablement devant la discipline sociale helvétique. Ce premier rejet en votation populaire (1'312'124 "non" contre seulement 370'439 "oui") n'était pas étonnant, il était la conséquence d'une démobilisation ouvrière totale pour défendre ses intérêts les plus élémentaires, démobilisation dont la première responsable est bien l'USS et ses fédérations.

Depuis 1976, la collaboration de classe est toujours le guide spirituel et pratique de l'USS. Toutes les tentatives ouvrières de résister à la

pression patronale ont été systématiquement paralysées par tout l'appareil syndical. Mais les vagues successives de licenciements depuis trois ans ont mis à jour le copinage syndicats-patrons, rendant plus difficile leur contrôle sur la classe ouvrière (Matisa, mais aussi Bois-Homogène et Monteforno ont été des révélateurs de ce copinage qui détruit l'unité et la lutte).

Les directions syndicales ont laissé faire les patrons pour licencier à tour de bras, aujourd'hui elles essaient de se refaire une virginité en réclamant les 40 h. Leur initiative à plusieurs raisons :

Premièrement: masquer sa politique réelle qui est de marchander les 40 h. par une diminution de salaire, comme dans la métallurgie ou la convention collective entérinée par avance une baisse de salaire réelle de 2,4%.

Deuxièmement : ramener à elle toutes les organisations traîne-savates pour

ressouder la sainte-famille des réformistes.

Troisièmement : replacer l'USS et les syndicats officiels sous les projecteurs de l'actualité et en éloigner ainsi les ouvriers et groupes d'ouvriers opposés à la collaboration de classe.

Quatrièmement : montrer au patronat que dans les situations les plus difficiles, l'USS a toujours un tour dans son sac pour canaliser le mécontentement ouvrier.

Ceux qui croient renforcer la classe ouvrière en soutenant l'initiative se trompent, pire, ils trompent la classe ouvrière. Ce que les prolétaires ont besoin aujourd'hui, ce n'est pas d'illusions - ils n'en ont que trop eu et sont encore bien trop sous leur pouvoir magique - mais de reprendre à se défendre, de reprendre conscience qu'ils appartiennent à une seule et même classe et qu'ils doivent reconstruire leur unité.

Comment les ouvriers russes luttèrent pour les 40 h.

"Lorsqu'il défendait au soviétique la motion qui devait terminer la lutte le rapporteur du comité exécutif résumait de la manière suivante les résultats de la campagne: " Si nous n'avons pas conquis la journée de huit heures pour les masses, nous avons du moins conquis les masses à la journée de huit heures". Désormais, dans le coeur de chaque ouvrier pétersbourgeois retentit le même cri de bataille: " Le : " Les huit heures et un fusil!".

(Trotsky, 1905, bilan et perspectives)

France: la gauche à visage découvert

Le "plan acier" du gouvernement PS/PCF est l'aboutissement de 3 ans de politique anti-ouvrière et annonce une vaste campagne de restructuration de l'industrie française qui s'accompagnera de dizaines de milliers de suppressions d'emploi. Après l'automobile, c'est l'acier et les chantiers navals qui sont la cible du technocrate Fabius. Ceux qui avaient eu des illusions sur le gouvernement de gauche doivent se rendre à l'évidence: sociale-démocrate et national-communiste ou giscardienne et chiraquienne, la politique de la bourgeoisie ne suit que les intérêts du capital national. Ces intérêts sont de rationaliser la production de fond en comble afin d'augmenter la productivité du travail. Les mêmes qui hier se scandalisaient des plans de restructuration de Giscard, s'en font les plus ardens défenseurs aujourd'hui.

Maurois qui ne jurait, il y a une année encore, que par la grande victoire de la politique d'emploi de la gauche et par le fait que le chômage se maintenait sur la "crête des deux millions", balance au large tous ses discours de démagogue pour adopter le langage réaliste des gestionnaires. L'augmentation du chômage est ainsi passé d'une "impossibilité" à une nécessité.

Dans cette attaque générale, la gauche trouve son meilleur allié dans les syndicats et le PCF. Les émeutes de Longwy ont été un signal d'alarme, car ce fief de la lutte des sidérurgistes présentait le danger de servir de détonateur à la lutte ouvrière et d'embraser non seulement la sidérurgie mais également tous les autres secteurs concernés par les plans de restructuration, dont l'automobile, les Charbonnages de France et les chantiers navals. C'est en définitive le PCF et la CGT qui se sont mis le

plus en avant pour canaliser la colère ouvrière. L'opposition du PCF à la politique industrielle n'a pas d'autre fonction que de servir de tampon amortisseur entre le gouvernement et les sidérurgistes.

La manifestation du 13 avril à Paris où CGT,CFDT et FO défilaient patriotiquement derrière la croix lorraine fait partie de cet arsenal de soupapes de sécurité dont dispose l'opportunisme pour éviter que la marmite sociale n'explode. Après cette manif-bidon aucune perspective de lutte n'a été tracée et pour cause, PCF comme syndicats sont conscients que leur gouvernement aurait du mal à résister à une riposte de classe. Ils doivent donc continuer à jouer le jeu difficile de soutenir le gouvernement PS/PCF tout en critiquant verbalement certaines décisions qu'ils savent pourtant nécessaires du point de vue des intérêts du capital national.

La gauche bourgeoise se démasque; il faut que la classe ouvrière prenne conscience de ses intérêts propres et combatte ses ennemis "socialistes" et "communistes" sans tomber dans leurs pièges.



St. Domingue : à bas la répression !

Les émeutes contre l'augmentation des prix des denrées de premières nécessités, montre que les prolétaires et les masses laborieuses du chapelet d'îles des Caraïbes sont capables de porter de rudes coups à l'équilibre social de cette zone stratégique pour l'impérialisme. Plongé dans la crise économique la plus profonde, endetté par 2 milliards de dollars, l'Etat a mis - sous la pression du FMI - en application un plan d'austérité détériorant brutalement les conditions de vie des prolétaires dominicains déjà extrêmement précaires.

La crise internationale du capitalisme

atteint plus fortement les maillons les plus faibles de sa chaîne. Après la Tunisie, le Maroc, la République dominicaine réprime sauvagement les manifestants, assassinant des centaines de victimes. A cette boucherie l'impérialisme américain applaudit, car l'Amérique centrale et les petites îles des Caraïbes font partie de ses chasses gardées.

Le combat des masses dominicaines n'est pas vain, il est autant de coups portés au statu quo impérialiste, qui maintient les masses laborieuses de cette région au-dessous du seuil vital.

Pologne: la guerre des crucifix n'étouffera pas la lutte de classe

Il y a bientôt 4 ans qu'éclatait en Pologne le plus formidable mouvement de lutte ouvrière en Europe depuis que la contre-révolution stalinienne ait coulé sa chape de plomb sur la classe ouvrière.

Depuis le coup d'Etat des militaires du 13 décembre 1981, la classe ouvrière a dû résister aux pressions de l'Etat et de sa police dans les conditions les plus difficiles.

En effet, à la répression directe de l'Etat national-communiste, s'allie la politique de compromis de l'Eglise et de ses valets, qui systématiquement veilleront à ce que l'incendie de 80 ne se rallume pas.

Si les luttes de 80 ont porté en avant des éléments les plus fidèles à l'Eglise, elles ont aussi permis que se dégagent des militants opposés à cette vaste tentative de ranger la classe ouvrière derrière les intérêts de l'Etat. Elles ont donc favorisé la lutte politique au sein même des instances dirigeantes de Solidarnosc et de la classe ouvrière. Dans les luttes passées, de 56,70,76, la classe ouvrière n'avait pas dépassé le cadre de la défense de ses conditions de vie, en 80 par contre, le mouvement ouvrier avait atteint une telle ampleur qu'il ne pouvait plus avancer sans se placer sur un terrain politique et remettre en cause la légitimité du système politique et des alliances polonaises. C'est à cet instant que de profondes craquelures sont apparues dans l'unité de Solidarnosc.

Le poids de l'Eglise est encore certes considérable dans la classe ouvrière, mais les faits démontrent toujours plus qu'elle protège l'Etat des coups de butoir des ouvriers, et qu'en dépit des apparences et des querelles, elle est l'alliée objective de l'Etat polonais et du social-impérialisme russe. La "guerre des crucifix" est un excellent dérivatif pour la classe ouvrière, elle ravive l'image d'opposition de l'Eglise et éloigne d'autant plus le danger d'une mobilisation ouvrière pour ses intérêts propres.

Mais la lutte de classe n'est pas morte, le prolétariat de Pologne a déjà montré plusieurs fois dans l'histoire qu'il ne baissait jamais la tête et que chacune de ses défaites était le prélude d'une lutte encore plus large contre ses exploités et ses oppresseurs. Elle se rallumera encore, car la classe ouvrière n'a dû reculer que sous la formidable répression de Jaruzelski et sa clique, sous la trahison de ses principaux chefs et sous l'action démobilisatrice de l'Eglise. Les conditions objectives d'une reprise des luttes ne se sont pas atténuées, bien au contraire. L'augmentation des prix des produits de base cette année, l'échec total des quelques réformes économiques, la baisse de 40% du pouvoir d'achat en quatre ans, une dette extérieure de 25 milliards de dollars, le retour au rationnement de certains produits sont autant d'indices qui montrent la profondeur de la crise polonaise et l'impossibilité pour l'Etat d'y remédier.

Les conditions politiques d'une relance des luttes seront différentes qu'en 80, tant au niveau de l'Etat, dont la marge de manoeuvre s'est encore rétrécie, qu'au niveau de l'Eglise, des Walesa et des Kuron qui devront clairement jouer le rôle de pompiers sociaux en lançant appels au calme sur appels au calme. Nous ne pouvons que souhaiter que la classe ouvrière se dégage de l'emprise des conciliateurs et qu'elle porte à la tête de ses luttes ses militants les plus fermes et les plus hostiles au dialogue, au compromis et au réformisme.



LIBEREZ ET ACQUITTEZ M.S.!

Six mois de prison ferme, telle est la peine infligée à M.S. à Zurich pour avoir collé une affiche faisant référence aux actions violentes menées au cours de la lutte des squatters contre la démolition de logements bon marché de la Tes sinerplatz. Cette sanction s'appuie sur les dernières nouveautés pénales de l'Etat qui permettent de condamner quiconque pour la simple "incitation à la violence". M.S. est l'un des premiers à payer pour cette "faute" qui consiste à utiliser les mêmes moyens que ceux qu'exercent quotidiennement la bourgeoisie.

Au tribunal, M.S. s'est défendu en démontrant qu'il ne pouvait être condamné par ceux-là même pour qui la violence a largement dépassé le stade de l'incitation et est devenue un acte de routine pour la défense de leurs intérêts.

Dieter Buerhle, le plus important marchand de canons au label de l'arbalète, est aussi un promoteur immobilier de renom à Zurich. Lorsqu'il rase les logements pour faire place à de super-temples de la consommation ou à quelque froide administration, ou lorsqu'il livre à quelque tortionnaire les fusils que l'armée et la police tourneront contre les ouvriers ou les paysans pauvres en révolte, cela n'est pas considéré comme violence. Pour la bourgeoisie, pour ses corbeaux de justice, c'est simplement du commerce!

En condamnant M.S. de cette manière, la bourgeoisie fait un pas de plus dans la répression. Avant, elle ne condamnait généralement que les actes et la préparation aux actes de luttes violents, maintenant, elle condamne les idées même de violence. Demain, elle con-

damnera toute indiscipline sociale et plus particulièrement toute lutte ouvrière directe.

C'est cela le vrai visage de la démocratie bourgeoise: tant que les prolétaires sont sages et disciplinés, elle se montre "généreuse" et "large", mais dès qu'apparaissent des temps plus difficiles pour la paix sociale, elle se blinde et frappe à grands coups. Il n'y a pas d'opposition entre démocratie et fascisme, il y a continuité et complémentarité.

L'Etat suisse en est dans une phase de blindage préventif. Les grandes luttes ouvrières sont encore pour demain, mais la bourgeoisie ne tient pas à être prise au dépourvu, elle se dote déjà de l'arsenal juridique qui lui permettra d'affronter la classe ouvrière aussi bien qu'un Pinochet ou qu'un Jaruzelski. Le fédéralisme est peut-être une entrave pour réaliser de manière homogène ce renforcement de l'arsenal juridico-policié, mais il est aussi une facilité puisqu'il permet indépendamment aux cantons secourus par l'agitation sociale, d'adopter séparément des législations plus dures. Tel est le cas de Zurich où une nouvelle législation pénale permet depuis la fin de l'année passée, de réprimer, de contrôler, de surveiller sans aucune entrave légale.

Parallèlement au renforcement du code pénal, l'Etat se dote des moyens de contrôle les plus efficaces. Les écoutes téléphoniques, la surveillance du courrier sont de plus en plus généralisées. Les fichiers informatisés ou artisanaux (comme celui de Cincera) se multiplient en même temps qu'ils se centralisent.

A Lausanne, même les libéraux - qu'on ne peut accuser de menées subversives - ont dénoncé publiquement la Commune pour posséder et mettre à jour un fichier personnel contenant l'"appartenance, opinion ou activité religieuse, idéologique, politique ou raciale", "leur sphère personnelle intime", leur "appartenance raciale", etc.

A Lucerne, idem! La commune se nourissait d'informations notamment grâce aux initiatives et aux référendums (Ceci dit pour ceux qui furent à l'origine de l'initiative contre la police fédérale de sécurité).

Quant à la loi sur la protection des données actuellement en discussion au Parlement, c'est tout simplement une supercherie de plus de la démocratie! Les communes, les cantons, les flics, les militaires continueront de stocker les données et de les utiliser pour la répression.

Contre le blindage de l'Etat, contre le renforcement de la répression, les prolétaires ne doivent pas rester indifférents. La répression qui s'abat sur les éléments isolés aujourd'hui s'abattra sur les luttes ouvrières demain. Les criminels, se sont le capital et tous ses agents, les patrons, les parlementaires, les juges, les flics, la hiérarchie militaire et tous leurs complices qui au nom du "socialisme" maintiennent la classe ouvrière dans l'esclavage salarié.

C'est pour cela qu'il faut défendre M.S. et exiger sa libération et son acquittement immédiat et sans condition!

